



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/48/587
10 novembre 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-huitième session
Point 120 de l'ordre du jour

RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES, ET RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Vérifications indépendantes et examens de gestion des activités menées par les organismes des Nations Unies

Rapport du Secrétaire général

1. Au début de 1993, le Président du Groupe mixte de vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique a écrit au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Président du Comité administratif de coordination (CAC), pour lui faire connaître les vues du Groupe sur deux questions connexes : les vérifications indépendantes et les examens de gestion des activités menées par des organismes des Nations Unies pour le compte de certains Etats. Compte tenu de l'importance de ces questions, le Secrétaire général a renvoyé la lettre au CAC pour examen. La déclaration du CAC est jointe en annexe au présent rapport.
2. En ce qui concerne l'Organisation des Nations Unies proprement dite, les vues et recommandations du Groupe mixte de vérificateurs externes sont particulièrement opportunes et pertinentes. De plus en plus fréquemment, ces dernières années, l'ONU a reçu de donateurs potentiels - Etats Membres ou organisations intergouvernementales - des offres de contributions volontaires sujettes à la condition que des représentants du donateur puissent en vérifier l'utilisation ou mener des examens de gestion.
3. Le Secrétaire général a systématiquement refusé d'accepter des contributions assorties de telles conditions, jugées incompatibles avec les dispositions de l'article XII du règlement financier et des règles de gestion financières de l'Organisation des Nations Unies relatives à la vérification extérieure des comptes, en particulier l'article 12.6 qui dispose que le Comité des commissaires aux comptes est seul responsable de l'exécution de la vérification. Certains donateurs ont néanmoins insisté pour maintenir ces conditions et, de ce fait, l'ONU n'a pas pu accepter les contributions proposées, même si elle avait besoin d'urgence de ressources supplémentaires.

4. Il y a lieu de noter que tous les donateurs potentiels de cette catégorie sont soit des organismes gouvernementaux d'Etats Membres de l'ONU, soit des institutions composées d'Etats Membres de l'Organisation. C'est pourquoi le Secrétaire général recommande à l'Assemblée générale de faire siennes les vues et recommandations du Groupe mixte de vérificateurs externes des comptes, telles qu'appuyées par le CAC, afin de persuader les donateurs potentiels de revoir leur position.

ANNEXE

Vérifications indépendantes et examens de gestion des activités
menées par les organismes des Nations Unies

Déclaration du Comité administratif de coordination

1. Le 18 janvier 1993, le Président du Groupe mixte de vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique a écrit au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en sa qualité de Président du Comité administratif de coordination (CAC). Sa lettre contenait les vues présentées par le Groupe à sa trente-quatrième session, tenue les 23 et 24 novembre 1992, au sujet de deux questions connexes : les vérifications financières indépendantes effectuées pour le compte de donateurs de fonds extrabudgétaires à des organismes des Nations Unies, et les examens de gestion des activités menées par des organismes des Nations Unies pour le compte de certains Etats. Le Secrétaire général a renvoyé la lettre au CAC pour examen, compte tenu de l'importance de ces questions.

2. Dans sa lettre, le Président du Groupe confirme sa conviction qu'il est légitime que ceux qui versent des fonds aux organismes du système cherchent à obtenir des garanties quant à l'utilisation desdits fonds et s'attendent à une présentation transparente de l'information financière par les organisations. Il confirme également la position du Groupe selon laquelle, en principe, les donateurs de fonds devraient être prêts à se fier à la compétence des organisations et aux dispositions normales en matière de vérification interne et externe des comptes.

3. Le Président du Groupe appelle l'attention sur un certain nombre d'aspects négatifs des vérifications indépendantes des fonds extrabudgétaires, soulignant notamment qu'il est difficile de séparer les examens portant sur des fonds particuliers de la vérification des comptes et des systèmes de contrôle en général, qu'il est également difficile de séparer les informations concernant des activités particulières d'informations confidentielles concernant d'autres activités, que l'examen d'un secteur isolé peut donner une idée fausse sur l'ensemble du système de comptabilité, et enfin, que les vérifications spéciales portant sur l'utilisation des ressources sont inefficaces, en particulier lorsqu'il s'agit d'activités de caractère essentiellement similaire.

4. En ce qui concerne les examens de gestion de plus grande envergure des activités menées par les organisations, le Président du Groupe cite les dispositions régissant la vérification externe des comptes qui figurent dans le règlement financier des organisations, et selon lesquelles les vérificateurs externes désignés par les organes directeurs des organisations sont seuls responsables de l'exécution des vérifications, les organes directeurs pouvant toutefois leur demander de procéder à certains examens spéciaux et de présenter des rapports distincts sur leurs résultats. De l'avis du Groupe, les examens spéciaux effectués par d'autres organes de vérification ont un impact sur l'autorité et l'indépendance des vérificateurs externes désignés par les organes directeurs des organisations. Si de tels examens sont nécessaires, ils devraient être approuvés à l'avance par l'organe directeur concerné.

5. Dans les derniers paragraphes de sa lettre, le Président du Groupe mentionne quelques considérations pratiques évoquées par le Groupe. Celles-ci ont trait, en particulier, aux ressources supplémentaires dont peuvent avoir besoin les vérificateurs externes désignés lorsqu'ils effectuent des vérifications et des examens spéciaux. Le Président souligne, en outre, que les autres organes effectuant des examens spéciaux doivent consulter les vérificateurs externes désignés sur les dispositions à prendre en matière de liaison, de calendrier des opérations et d'établissement des rapports.

6. Le CAC connaît les problèmes que soulèvent les demandes de vérifications spéciales et d'examens de gestion. Comme le note le Président du Groupe, les organismes du système reçoivent de plus en plus fréquemment de telles demandes. La lettre du Président vient donc à un moment particulièrement opportun, et le CAC le remercie, de même que le Groupe, des vues et des recommandations qu'il a présentées sur cette importante question.

7. Le CAC partage pleinement les préoccupations exprimées par le Groupe et fait siennes ses recommandations concernant les vérifications indépendantes de l'utilisation des fonds fournis au titre des activités extrabudgétaires des organisations. Tout comme le Groupe, il estime que les donateurs de tels fonds devraient être prêts à se fier à la compétence des organisations et à l'efficacité de leurs dispositions normales en matière de vérification interne et externe. Le CAC tient à souligner de surcroît que les systèmes de contrôle financier de toutes les organisations font en permanence l'objet d'un examen minutieux de la part des Etats Membres, agissant par l'intermédiaire de leurs organes directeurs. Considérant également les inconvénients d'ordre pratique signalés par le Groupe, le CAC tient à souligner qu'il n'est pas en faveur de l'exécution de vérifications indépendantes portant sur des fonds particuliers.

8. Comme il est indiqué plus haut, en ce qui concerne les examens de gestion, le Groupe est d'avis qu'ils relèvent de la compétence des vérificateurs externes désignés par les organisations, qu'ils entreprennent soit dans l'exercice de leurs responsabilités permanentes soit en réponse à des demandes spéciales formulées par les organes directeurs. Le CAC note que cette position permet des dérogations dans les cas où un examen de gestion externe est approuvé à l'avance par l'organe directeur concerné. Le CAC, pour sa part, approuve les principes énoncés par le Groupe et pense également qu'une certaine souplesse est souhaitable pour permettre la réalisation d'examens de gestion externes dans des circonstances exceptionnelles. Lorsque de tels examens sont acceptés, le CAC estime que des consultations devraient avoir lieu avec les vérificateurs externes de l'Organisation, ainsi qu'il est recommandé dans la lettre du Président du Groupe.
